

Publications périodiques

Comptes annuels

CMP Banque

Société anonyme au capital de 84 037 000 €.
Siège social : 55, rue des Francs Bourgeois, 75004 PARIS.
451 309 728 R.C.S. Paris.

Documents comptables annuels

I. Bilan au 31 décembre 2017
(En milliers d'euros)

ACTIF	2017	2016
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	671	354
Effets Publics et Valeurs assimilées	0	0
Créances sur les Etablissements de crédit	35 209	48 317
Opérations avec la Clientèle	132 915	247 752
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	0	21 192
Obligations et Autres Titres à revenu variable	0	0
Participations et Activité de portefeuille	20	58
Parts dans les Entreprises liées	0	0
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	0	0
Immobilisations incorporelles	857	1 483
Immobilisations corporelles	258	452
Capital souscrit non versé	0	0
Actions Propres	0	0
Autres Actifs	527	569
Comptes de régularisation	1 077	464
TOTAL	171 534	320 641

HORS BILAN	2017	2016
Engagements donnés	29	80
Engagements de financement donnés	0	1
Engagements de garantie donnés	29	79
Engagements reçus	114 508	205 749
Engagements de financement reçus	0	0
Engagements de garantie reçus	114 508	205 749

PASSIF	2017	2016
Banques Centrales, C.C.P.	0	0
Dettes envers les Etablissements de crédit	107 117	247 056
Opérations avec la Clientèle	1 096	2 248
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres Passifs	5 346	5 969
Comptes de régularisation	991	1 683
Provisions pour Risques et Charges	6 320	7 983
Dettes subordonnées	10 019	10 019
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	1 068	1 068
Capitaux Propres hors F.R.B.G.	<u>39 577</u>	<u>44 615</u>
Capital souscrit	84 037	84 037
Primes d'émission	0	0
Réserves	130	130
Ecarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et Subv. d'investissement	0	0

Report à nouveau (+ / -)	-39 552	-43 566
Résultat de l'exercice (+ / -)	-5 038	4 015
TOTAL	171 534	320 641

II. Compte de résultat au 31 décembre 2017 (En milliers d'euros)

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2017	2016
+ Intérêts et Produits assimilés	11 692	20 109
- Intérêts et Charges assimilées	-2 554	-5 282
+ / - Produits sur opérations de crédit-bail & assimilés	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (Produits)	1 790	2 314
- Commissions (Charges)	-584	-949
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+ / - Gains ou pertes sur op. des portefeuilles de placement & assimilés	-42	-72
+ Autres produits d'exploitation	1 425	2 445
- Autres charges d'exploitation	- 58	- 78
PRODUIT NET BANCAIRE	11 669	18 488
- Charges générales d'exploitation	-5 590	-7 309
- Dotations aux amortissements & provisions s/immobilisations	-891	-790
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 189	10 389
+ / - Coût du risque	- 10 256	- 6 414
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5 067	3 975
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-5 067	3 975
+ / - Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	30	40
+ / - Dotations / Reprises de F.R.B.G. et provisions réglementées	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-5 038	4 015

III. Annexe aux comptes annuels

1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de CMP Banque sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions applicables aux banques, telles que définies par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, notamment le règlement ANC 2014-07 homologué par arrêté du 26 novembre 2014, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit. Les opérations sont enregistrées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, à savoir la continuité d'exploitation, la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et l'indépendance des exercices. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

1.1 Faits caractéristiques & événements significatifs

Les conseils d'administration de CMP Banque des 8 et 30 juin 2015 ont donné mandat au Directeur Général pour lancer la mise en œuvre et les modalités d'une gestion extinctive de l'activité dont les effets s'échelonneront dans le temps. Depuis 2015, les principaux effets de la mise en œuvre de la gestion extinctive sont :

Sur le plan opérationnel

- l'arrêt de la commercialisation de produits et services à compter de septembre 2015 et la fermeture des agences commerciales mise en œuvre à partir de 2016 et jusqu'à fin 2017,
- l'arrêt du traitement des opérations de gestion des produits bancaires (activité de gestion de comptes à vue et comptes d'épargne) survenu au cours du 1^{er} semestre 2016,
- les cessions conclues, en décembre 2015, pour le portefeuille sain des ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) et en juillet 2016 pour la quasi-totalité du portefeuille douteux compromis des OCH.

Sur le plan organisationnel et social

- la négociation et mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs avec des départs échelonnés, à l'origine, entre début 2016 et fin 2020,

- après obtention de la validation de la DIRECCTE sur le plan de sauvegarde de l'emploi, le conseil d'administration du 09 décembre 2015 a acté la mise en œuvre des premiers licenciements début 2016,
- au 31 décembre 2017, 100 collaborateurs sur un total de 121 (*hors mandataire social*) au 31-12-2015 ont quitté CMP Banque dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi.

Sur le plan juridique

- Il a été décidé de ne pas enclencher, à ce stade, le processus de retrait d'agrément bancaire envisagé initialement, afin de maintenir un accès au FICP (fichier des incidents de paiements des crédits aux particuliers) pour la gestion des créances dont CMP Banque est propriétaire.

Au cours de l'année 2017, CMP Banque a procédé à la cession de la totalité des encours risqués et non performants identifiés au 31.12.2016 (créances douteuses, douteuses compromises et plans de surendettement). Le contrat-cadre de cession conclu en juin 2017, inclut également, à compter du 1^{er} janvier 2017, la cession mensuelle des nouveaux flux de créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et de créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif. Cette opération a entraîné la suppression du dispositif opérationnel interne dédié à la gestion des dossiers contentieux et de surendettement. Pour la clôture des comptes annuels, dans ce contexte, les comptes sociaux de CMP Banque au 31 décembre 2017 restent établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation. Le plan d'affaires qui a été élaboré, au titre de cette période de gestion extinctive, a pris en compte l'écoulement normalement attendu des encours de crédits intégrant des données historiques issues de la gestion du portefeuille. Il prévoit également que CMP Banque bénéficie tout au long de la période de gestion extinctive du refinancement de sa maison-mère, le Crédit Municipal de Paris. Les évolutions en 2017 des provisions comptabilisées sur l'exercice 2015 pour la mise en œuvre de la gestion extinctive sont présentées en Notes sur le bilan - Note K – page 12, et Notes sur le compte de résultat – Note A – page 15, Note B – page 16.

1.2 Changements de méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables ni de présentation par rapport aux comptes établis, approuvés et publiés au 31 décembre 2016.

1.3 Opérations avec la clientèle : traitement du risque de crédit

Les opérations avec la clientèle sont composées :

- à l'actif, des crédits à la clientèle présentés à leur valeur de capital restant dû et des comptes ordinaires débiteurs inscrits à leur valeur nominale, majorés le cas échéant des intérêts courus calculés à la date de clôture, et net des décotes et des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

- au passif, les autres sommes dues sont corrélées aux encours de crédits et représentent les fonds reçus des clients, en attente d'identification et d'imputation sur les dossiers de crédits pour le règlement d'échéances impayées ou en cas de remboursement anticipé des créances.

Pour le traitement du risque de crédit, CMP Banque applique le règlement ANC 2014-07 homologué par arrêté du 26 novembre 2014, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, ainsi que les différents communiqués et avis du Comité d'Urgence du CNC y afférent, à savoir :

- le communiqué du CNC du 21 novembre 2003 concernant le traitement comptable des crédits restructurés à des conditions hors marché;
- l'avis du Comité d'Urgence du CNC n°2003-G du 18 décembre 2003 portant sur les modalités de passage des encours douteux en encours douteux compromis figurant dans le règlement du CRC n°2002-03.

1.3.1. Classification des encours de crédits à la clientèle

Depuis le 1^{er} janvier 2017, CMP Banque procède à la cession mensuelle des créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.

Les encours de crédit sont classés en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis. Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins, présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne perçoive pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution. Les créances douteuses compromises sont les créances ayant atteint 180 jours d'impayés et pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée avant d'être cédées le mois suivant. Un portefeuille résiduel d'ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) en gestion contentieuse reste inscrit en encours douteux compromis.

CMP Banque ne comptabilise plus de créances restructurées à des conditions hors marché, du fait de la situation financière d'un débiteur. Les dossiers faisant l'objet d'une demande de traitement de surendettement (dite phase de recevabilité) sont identifiés dans le système d'information, déclassés en encours douteux et cédés à l'homologation du plan.

En application du principe de contagion, l'ensemble des concours accordés à une même contrepartie ayant au moins un prêt déclaré douteux ou douteux compromis, est déclassé en encours douteux.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Ces dépréciations sont enregistrées en neutralisation des intérêts au niveau du Produit Net Bancaire.

1.3.2. Segmentation des encours

Compte tenu de la spécialisation de CMP Banque dans la distribution de crédits de trésorerie aux particuliers, l'établissement procède à une segmentation de ces encours fondée sur la nature des prêts distribués.

Il n'est pas fait usage de systèmes de notation interne.

1.3.3. Prise en compte des instruments de réduction des risques

CMP Banque ne fait pas usage de dérivés de crédits ou de sûretés financières.

1.3.4. Dépréciation des encours douteux et douteux compromis

Depuis la mise en œuvre du contrat-cadre de cession des créances douteuses présentant plus de 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un plan homologué par la Commission de Surendettement, CMP Banque applique des taux de dépréciation sur la base des taux moyens de perte observé en 2017 par nature de créance :

Pour les créances entrant dans le champ d'application du contrat-cadre de cession :

- un taux de dépréciation est appliqué sur les créances douteuses de 90 j à 180 j correspondant au taux moyen de pertes observé sur les cessions de créances de même nature réalisées en 2017 et après prise en compte d'un taux moyen de retour en sain constaté sur la même période ;
- un taux de dépréciation correspondant au taux moyen de pertes observé lors de la cession des plans de surendettement homologués en 2017 ;
- un taux de dépréciation est appliqué sur les créances déchues et cédées le mois suivant correspondant au taux moyen de pertes observé en 2017 sur les créances de même nature.

Compte tenu des délais pris en compte pour les cessions de créances douteuses et de surendettement, il n'est pas calculé de complément de taux correspondant à l'impact de l'actualisation.

Un portefeuille résiduel d'ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) en gestion contentieuse reste inscrit en encours douteux compromis. Ces créances sont dépréciées sur une base individuelle en tenant compte, le cas échéant, de la valeur de la garantie associée.

1.3.5. Présentation dans le compte de résultat

La charge nette de l'exercice au titre des risques, hors dépréciations sur intérêts, figure au compte de résultat sous la rubrique « Coût du risque » ; elle est constituée par les dotations et par la part des créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations, diminuées des reprises aux comptes de dépréciations.

La moins-value de cession correspondant à la différence calculée entre la valeur nette comptable des créances cédées et le prix d'acquisition est comptabilisée en compte de résultat, sous la rubrique « Coût du risque ».

1.4 Traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours

CMP Banque applique le règlement ANC 2014-07 homologué par arrêté du 26 novembre 2014, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit.

Les commissions et coûts relevant du périmètre d'application du règlement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit. CMP Banque a opté pour la méthode alternative d'étalement au prorata du capital restant dû.

1.5 Opérations sur titres

Sont considérés comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois.

Au 31.12.2017, CMP Banque ne détenait aucun actif entrant dans cette catégorie.

Sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. A la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des titres. Les moins-values sont constatées par voie de provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Au 31.12.2017, CMP Banque ne détenait aucun actif entrant dans cette catégorie.

Sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable et couverts par des contrats d'échange de taux d'intérêts.

Au 31.12.2017, CMP Banque ne détenait aucun actif entrant dans cette catégorie.

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise.

Au 31.12.2017, CMP Banque ne détenait aucun actif entrant dans cette catégorie.

1.6 Opérations sur instruments financiers à terme et autres expositions de dérivés de crédit

Au 31 décembre 2017, CMP Banque ne détient aucun instrument financier à terme et n'a aucune exposition directe ou indirecte sur des instruments de dérivés de crédit type CDO, CMBS ou autres expositions de type « subprime » telles que les RMBS. En outre, CMP Banque n'est pas exposé aux opérations de dette à effet de levier.

1.7 Immobilisations et amortissements

L'établissement applique le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

1.8 Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre :

- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires, que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.
- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant et/ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

1.9 Informations sur les transactions entre parties liées

En application du règlement de l'ANC 2014-07, l'ensemble des opérations avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

1.10 Engagements sociaux

Un régime de participation des salariés aux bénéfices a été institué conformément aux dispositions légales. La participation est liée aux résultats de la société ; elle existe en conséquence dans la mesure où les résultats de l'exercice permettent de dégager une réserve de participation positive.

Un accord de participation, formalisé avec les instances représentatives du personnel, est applicable à compter du 1er janvier 2012. L'entreprise n'a pas formalisé d'accord avec les instances représentatives du personnel pour la mise en œuvre d'un plan d'intéressement. La prise des congés se faisant du 1^{er} janvier au 30 avril de l'année suivante, la dette représentative des congés restant à prendre au 31 décembre est comptabilisée en dettes de personnel.

Dans le cadre de l'accord sur la réduction du temps de travail, l'établissement autorise la création d'un compte épargne temps, qui permet aux salariés qui le souhaitent d'accumuler des jours de congés rémunérés ou de développer une épargne monétisée pour indemniser des congés spécifiques de fin de carrière, des congés pour convenance personnelle, un passage à temps partiel ou des congés légaux non rémunérés. Les comptes épargne-temps (CET) sont comptabilisés en dettes de personnel.

Compte tenu du contexte de gestion extinctive et de la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs, CMP Banque ne constitue pas de provisions au titre des indemnités de fin de carrière. Hors licenciement s'inscrivant dans la réalisation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), CMP Banque constitue des provisions pour licenciement sur la base des litiges prévisibles ou avérés à la date d'arrêt.

Les pensions et retraites du personnel de CMP-Banque sont prises en charge par des organismes interprofessionnels auxquels sont versées périodiquement des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel. CMP-Banque n'a pas d'engagement au titre de personnels en préretraite. Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions.

2. Evénements postérieurs à l'arrêté du 31 décembre 2017

Le Conseil d'Administration du 13 février 2018 a retenu le choix d'un scénario de gestion externalisée du portefeuille crédits et des fonctions support, pour la finalisation de la gestion extinctive de CMP Banque. La mise en œuvre de ce scénario devrait couvrir le 2^{ème} semestre 2018 et le 1^{er} semestre 2019.

L'hypothèse de cession du portefeuille résiduel entre 2020 et 2023 retenue dans le plan d'affaires d'origine est considérée comme une option pouvant ne pas être exercée.

3. Notes sur le bilan

A. Emplois de la clientèle

- Inventaire (montants nets de dépréciations) :

Nature des encours (en K€)	31.12.2017			31.12.2016		
	Encours bruts	Décote / Dépréciations	Encours nets	Encours bruts	Décote / Dépréciations	Encours nets
Crédits de trésorerie	128 502		128 502	208 641		208 641
Crédits de trésorerie - Créances restructurées	0	0	0	2 956	325	2 631
Crédits à l'habitat	1 047		1 047	1 491		1 491
Crédits à l'habitat - Créances restructurées	0	0	0	117	33	84
Comptes ordinaires débiteurs (dont OCH*)	0		0	31		31
Valeurs non imputées	232		232	766		766
Créances douteuses	7 396	4 763	2 633	70 552	37 259	33 293
Créances rattachées	501		501	816		816
TOTAL	137 678	4 763	132 915	285 370	37 617	247 752

*(OCH : Ouverture de crédit hypothécaire)

(*) Dans le cadre de la gestion extinctive, CMP Banque a procédé à la clôture des activités de gestion de comptes à vue & moyens de paiement pour la clientèle. L'encours résiduel de 31 K€ au 31.12.2016 représente un financement (avance sur subvention) consenti à une association, géré sous la forme d'un découvert en compte. Ce financement a été soldé courant 2017.

En juin 2017, CMP Banque a procédé à la cession de la totalité des encours risqués et non performants identifiés au 31.12.2016 (créances douteuses, douteuses compromises et plans de surendettement). Le contrat-cadre de cession inclut également, à compter du 1^{er} janvier 2017, la cession mensuelle des nouveaux flux de créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et de créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.

- Répartition des encours douteux et douteux compromis :

Encours douteux et douteux compromis (en K€)	31.12.2017			31.12.2016		
	Encours bruts	Décote / Dépréciations	Encours nets	Encours bruts	Décote / Dépréciations	Encours nets
Encours douteux	4 606	2 404	2 202	22 464	6 675	15 790
. Crédits de trésorerie	4 087	2 227	1 859	6 326	768	5 559
. Crédits restructurés	0	0	0	13 849	5 907	7 942

. Crédits hypothécaires et à l'habitat	519	176	343	2 222	0	2 222
. Comptes ordinaires et OCH	0	0	0	0	0	0
. Encours déclassés - Principe de contagion	0	0	0	67	0	67
<i>Encours douteux compromis</i>	<i>2 323</i>	<i>1 108</i>	<i>1 215</i>	<i>41 794</i>	<i>24 291</i>	<i>17 503</i>
. Crédits de trésorerie	365	326	39	35 980	22 089	13 891
. Crédits hypothécaires et à l'habitat	0	0	0	3 732	1 036	2 696
. Comptes ordinaires et OCH	1 958	782	1 176	2 082	1 167	915
<i>Intérêts de retard</i>	<i>467</i>	<i>467</i>	<i>0</i>	<i>6 294</i>	<i>6 294</i>	<i>0</i>
<i>Clause de résolution s/créances cédées</i>	<i>0</i>	<i>784</i>	<i>-784</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAL	7 396	4 763	2 633	70 552	37 259	33 293

Le taux de dépréciation moyen (provision et décote/ encours douteux global – incluant les intérêts de retard dépréciés à 100 %) s'établit à 64,40 % à fin décembre 2017 ; il était de 52,81 % à fin 2016.

Les cessions de créances réalisées par le biais du contrat-cadre de cession sont assorties d'une clause de résolution pour créances non-conformes. Une dépréciation correspondante de 0,78 M€ est enregistrée dans les comptes au 31.12.2017.

- Répartition des crédits sains et restructurés, hors créances rattachées et comptes ordinaires à vue, selon la durée restant à courir :

Durée restant à courir	D <= 1 m.	1 m. < D <= 3 m.	3 m. < D <= 6 m.	6 m. < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Crédits dont la durée initiale est :						
<= 1 an	0	0	0	0	0	0
> 1 an	2 984	5 869	8 475	15 399	66 122	30 700

B. Opérations sur titres

31.12.2017 (en K€)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Plus-value Latente
Titres d'investissement	0	0	0	
Titres de placement	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

31.12.2016 (en K€)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Plus-value Latente
Titres d'investissement	20 809	0	20 809	
Titres de placement	0	0	0	0
Créances rattachées	383	0	383	
TOTAL	21 192	0	21 192	0

CMP Banque a constitué, dans le cadre de l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2015 du ratio de liquidité à court terme (LCR), un portefeuille d'obligations d'états européens qualifiées HQLA, avec l'intention de les détenir jusqu'à leur terme, en septembre 2017. Au 31 décembre 2017, CMP Banque ne détient plus de titres entrant dans cette catégorie.

Les actifs liquides de haute qualité sont dorénavant constitués par des dépôts à vue effectués auprès de la banque centrale.

C. Titres de participation

CMP Banque ne détient aucune participation dans le capital d'autres sociétés.

Les certificats d'associés souscrits auprès du Fond de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) à hauteur de 20 K€ sont inscrits en titres de participation.

D. Immobilisations

Nature des immobilisations (En K€)	Valeur brute 31.12.2016	Acquisitions de l'exercice	Transferts de l'exercice	Cessions de l'exercice	Valeur brute 31.12.2017
Immobilisations incorporelles	9 671	2	797	0	10 469
Immobilisations corporelles	4 849	1	0	0	4 850

Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0	0
Immobilisations en location	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours corporelles	730	67	-797	0	0
Immobilisations en cours incorporelles	0	0	0	0	0
TOTAL	15 249	70	0	0	15 320

Les immobilisations figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels. Les acquisitions de l'exercice correspondent aux investissements nécessaires à l'évolution du système d'information en matière de reporting réglementaire.

E. Amortissements

Nature des immobilisations (En K€)	Valeur brute 31.12.2016	Cessions de l'exercice	Amort. / Prov. de l'exercice	Valeur brute 31.12.2017
Immobilisations incorporelles	8 918	694	0	9 612
Immobilisations corporelles	4 396	195	0	4 592
Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0
Immobilisations en location	0	0	0	0
TOTAL	13 315	890	0	14 205

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation.
Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Droit au bail	Non amorti	
Frais de développement et d'acquisition des logiciels	Linéaire	1 et 3 ans
Frais de développement et d'acquisition du progiciel bancaire	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 et 5 ans
Agencements et installations	Linéaire	5 et 10 ans

F. Comptes de régularisation et divers actifs

AUTRES ACTIFS (en K€)	Valeurs à l'actif 31.12.2017	Valeurs à l'actif 31.12.2016
Titres de développement industriel (TDI)	0	0
Dépôts & cautionnements versés	110	369
Débiteurs divers	417	200
Créances rattachées	0	0
TOTAL	527	569

COMPTES DE REGULARISATION (en K€)	Valeurs à l'actif 31.12.2017		Valeurs à l'actif 31.12.2016	
Comptes de règlements relatifs aux op. s/titres		0		0
Comptes d'encaissement		0		0
Charges constatées d'avance		15		33
Produits à recevoir		549		413
<i>dont créances avec les entreprises liées</i>	139		123	
Autres comptes de régularisation		513		17
<i>dont créances avec les entreprises liées</i>	0		0	
TOTAL		1 077		464

COMPTES DE REGULARISATION (en K€)	Valeurs à l'actif 31.12.2017	Valeurs à l'actif 31.12.2016
Détail des produits à recevoir		
Produits à recevoir - Divers	5	11
Prêts conventionnés (hors convention CNAS)	1	7
Frais de gestion & bonification d'intérêts à recevoir		
Prêts conventionnés - Convention CNAS	0	0
Frais de gestion & bonification d'intérêts à recevoir		
Vente droit au bail – Produit à percevoir	0	0
Commissions apporteurs à percevoir	0	0
Commissions s/assurances groupe à recevoir	405	272
<i>Entreprise liée : refacturations T4 2012 à recevoir</i>	139	123
TOTAL	549	413

Les produits à recevoir sont des produits acquis en contrepartie de prestations réalisées au cours de l'exercice et dont le règlement intervient après la date de clôture de l'exercice.

G. Dettes envers les établissements de crédit

- Inventaire :

NATURE DES COMPTES (en K€)	Valeurs au passif 31.12.2017	Valeurs au passif 31.12.2016
Comptes ordinaires créditeurs	140	182
Comptes ordinaires créditeurs - <i>Part avec les entreprises liées</i>	1	1
Emprunts à terme	20 714	31 071
Emprunts à terme - <i>Part avec les entreprises liées</i>	85 000	214 000
Valeurs données en pension	0	0
Autres sommes dues	0	0
Dettes rattachées	774	1 161
Dettes rattachées - <i>Part avec les entreprises liées</i>	488	641
TOTAL	107 117	247 056

- Répartition des ressources, hors comptes ordinaires à vue et dettes rattachées, selon la durée restant à courir :

Durée restant à courir	D ≤ 1 m.	1 m. < D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 6 m.	6 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Emprunts à terme	0	7 857	2 500	65 000	30 357	0

H. Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle

- Inventaire :

NATURE DES COMPTES (en K€)	Valeurs au passif 31.12.2017	Valeurs au passif 31.12.2016
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
Comptes à terme	0	0
Autres sommes dues	1 096	2 248
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	1 096	2 248

Dans le cadre de la gestion extinctive, CMP Banque a procédé à la clôture des activités de gestion de comptes à vue, dépôts & placements de la clientèle. Les autres sommes dues sont corrélées aux encours de crédits et représentent les fonds reçus des clients, en attente d'identification et d'imputation sur les dossiers de crédits pour le règlement d'échéances impayées ou en cas de remboursement anticipé des créances.

I. Titres du marché interbancaire et créances négociables

NATURE DES COMPTES (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
B.O.N. émis	-	-
C.D.N. émis	0	0
B.M.T.N. émis	0	0
Titres donnés en pension livrée	-	-
Bons de Caisse	-	-
Sous-Total	0	0
Surcote/Décote sur C.D.N.	-	-
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	0	0

J. Comptes de régularisation et autres passifs

CREDITEURS DIVERS (En K€)	Montants 31.12.2017		Montants 31.12.2016	
Dépôts de garantie & cautionnement perçus		4 523		4 532
Charges à payer fournisseurs		199		179
<i>Dont dettes avec les entreprises liées</i>	0		0	
Créditeurs divers fiscaux		0		0
Créditeurs divers sociaux		416		981
Autres créditeurs divers		209		277
TOTAL		5 346		5 969

COMPTES DE REGULARISATION (En K€)	Montants 31.12.2017		Montants 31.12.2016	
Compte de liaison inter-agences		-		-
Comptes d'encaissement		0		0
Produits perçus d'avance		355		907
<i>dont intérêts bonifiés</i>	355		907	
<i>dont fonds de roulement « Loca »</i>	0		0	
Charges à payer		453		752
<i>dont dettes avec les entreprises liées</i>	98		87	
Autres comptes de régularisation		183		23
TOTAL		991		1 682

Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des bonifications d'intérêts versées par les partenaires de CMP Banque dans le cadre de la distribution de prêts bonifiés conventionnés. Les charges à payer sont des charges générées au cours de l'exercice et dont le règlement intervient après la date de clôture de l'exercice.

COMPTES DE REGULARISATION (en K€) Détail des produits perçus d'avance	Montants 31.12.2017	Montants 31.12.2016
Prêts conventionnés (hors convention CNAS)	54	102
Intérêts bonifiés perçus d'avance		
Prêts conventionnés - Convention CNAS	301	806
Intérêts bonifiés perçus d'avance		
Fonds de roulement dispositif « Loca »	0	0
TOTAL	355	907

COMPTES DE REGULARISATION (en K€)	Montants 31.12.2017	Montants 31.12.2016
Détail des charges à payer		
Charges à payer - Partenaires	0	0
Charges à payer - Personnel	0	0
Charges à payer - Fournisseurs	355	664
<i>Entreprise liée : refacturation T4 2016 à verser</i>	98	87
TOTAL	453	752

K. Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS (En K€)	Valeur nette 31.12.2016	Dotations 2017	Reprises 2017	Valeur nette 31.12.2017
Provisions pour plan départs volontaires (PDV)	0	0	0	0
Provisions pour litiges	200	15	0	215
Provisions pour licenciements	35	15	0	50
Provisions pour indemnités de fin de carrière	0	0	0	0
Provisions pour gestion extinctive	7 748	597	2 290	6 055
TOTAL	7 983	627	2 290	6 320

La provision pour gestion extinctive constituée en 2015 recouvre :

- Le coût du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) pour un montant de 15,05 M€ incluant l'ensemble des indemnités versées aux collaborateurs, les dépenses et frais d'accompagnement et les honoraires des conseils juridiques et cabinets de repositionnement.
- Le coût lié à la clôture des activités de gestion de compte évalué à 3,99 M€.
- Le coût lié à la fermeture du réseau commercial portant essentiellement sur la résiliation anticipée des baux commerciaux et estimé à 1,56 M€.
- Les reprises de provisions utilisées au regard des dépenses réalisées ont été comptabilisées au cours de l'exercice 2017 : à hauteur de 2,2 M€ pour le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), le solde de 3,9 M€ au 31.12.2017 représentant les engagements de CMP Banque vis-à-vis des collaborateurs en poste et dont les départs s'échelonnent d'ici 2019 ;
- pour 100 K€ au titre des coûts liés à la fermeture du réseau commercial ; des dépenses estimées à 15 K€ sont encore attendues sur l'exercice 2018.
- par ailleurs, la provision de 1,59 M€, au titre de la clôture des opérations bancaires est maintenue pour couvrir la survenance d'éventuels événements liés à l'arrêt de ces activités.

L. Capitaux propres

(En K€)	31.12.2016	Affectation du résultat 2016	Augmentation de capital	31.12.2017
Capital	84 037		0	84 037
Réserve légale	130			130
Réserves	0			0
Ecarts de réévaluation	0			0
Report à nouveau	-43 567	4 015		-39 552
Résultat	4 015	-4 015		-5 038
TOTAL	44 615	0	0	39 577
RESULTAT DE L'EXERCICE				

Dont : Affectation en capitaux propres

-4 015

Le capital de CMP-Banque est constitué de 8 403 700 actions de 10 euros ; il est détenu à hauteur de 99,9 % par le CREDIT MUNICIPAL DE PARIS. Les comptes de CMP Banque sont consolidés par le CREDIT MUNICIPAL DE PARIS. Le CREDIT MUNICIPAL DE PARIS a procédé courant octobre 2015 à une augmentation de capital à hauteur de 24 M€ pour soutenir les fonds propres de CMP Banque au regard de la perte dégagée sur l'exercice 2015 compte tenu de la comptabilisation des provisions liées à la mise en œuvre de la gestion extinctive.

M. Autres éléments de fonds propres

(En K€)	31.12.2016	Variations de l'exercice 2017	31.12.2017
Emprunt subordonné - Part avec les entreprises liées	10 000	0	10 000
Dettes ratt. s/emp. Subordonné - Part avec les entreprises liées	19	0	19
FRBG - Fonds pour risques bancaires généraux	1 068	0	1 068
TOTAL	11 087	0	11 087

Au cours de l'année 2013, le Crédit Municipal de Paris, actionnaire majoritaire de CMP Banque a procédé à l'augmentation des fonds propres de la banque sous la forme d'un prêt subordonné remboursable de 10 M€, d'une durée de 10 ans. Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est inchangé au 31 décembre 2017 et s'établit à 1 068 K€.

4. Note sur le hors bilan

Engagements donnés et reçus

(En K€)	31.12.2017	31.12.2016	Nature
Engagements donnés			
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit	-	-	Ligne de trésorerie en faveur d'EC – Partie non utilisée
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	1	Crédits confirmés en attente de déblocage / Partie non utilisé des OCH et autorisations de découverts
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit			Refinancement BCE Créances cédées disponibles pour refinancement
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	29	79	Contrats LOCAPARIS / LOCACDC (Garanties d'impayés de loyers)
Sous-total	29	80	Sous-total
Engagements reçus			
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-	Lignes de trésorerie accordées par des établissements de crédit
Engagements de garanties reçues d'établissements de crédit	0	0	Fonds mutuel de garantie Crédit Logement
Engagements de garantie reçus de la clientèle	114 508	205 749	Cautions et hypothèques
Sous-total	114 508	205 749	Sous-total
TOTAL	114 537	205 829	

5. Notes sur le compte de résultat

A. Produit net bancaire

(En K€)	31.12.2017	31.12.2016
+ Produits des opé. de trésor. et interbancaires	0	0
+ Produits des opérations sur titres	0	0
+ Produits des opérations avec la clientèle	13 465	22 413
. Intérêts	11 692	20 109
. Commissions	1 773	2 304
+ Produits des opérations de hors bilan	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	938	1 905
- Charges sur opé. de trésor. et interbancaires	-2 210	-4 594
- Charges sur opérations financières	-355	-356
- Charges sur opérations avec la clientèle	-2	-357
. Intérêts	0	-354
. Commissions	-2	-3
- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
- Autres charges d'exploitation bancaire	-603	-957

+ Solde en bénéfice s/opérations financières			
- Solde en perte s/opérations financières		-42	-72
+ Autres produits d'exploitation		4	16
- Autres charges d'exploitation		-25	-45
PRODUIT NET BANCAIRE		11 169	17 953
<i>Charges refacturées intra-groupe</i>		<i>501</i>	<i>535</i>
PNB AVEC CHARGES REFACTUREES		11 669	18 488

Les coûts relatifs à la mise en œuvre de la gestion extinctive ont été couverts en 2015 par des provisions et notamment les coûts relatifs à la clôture anticipée des comptes de dépôt de la clientèle comptabilisés en charges sur opérations avec la clientèle pour 3,99 M€. Au 31 décembre 2017, la provision de 1,59 M€ est conservée pour couvrir la survenance d'éventuels éléments liés la clôture des opérations bancaires. Du fait du maintien de la provision, il n'y pas d'impact sur le PNB en 2017 versus une reprise de 2,4 M€ en 2016.

B. Charges générales d'exploitation

(En K€)	31.12.2017		31.12.2016	
- Charges de personnel		2 649		3 604
. Rémunération du personnel	2 928		8 636	
. Charges sociales	1 245		2 756	
. Charges fiscales	375		932	
. Frais de formation	67		161	
. Congés payés / CET	-44		-297	
. Provisions p/ indemnités de fin de carrière	0		0	
. Provisions pour licenciements	45		14	
. Provisions pour licenciements - PSE	-1 966		-8 596	
- Impôts et taxes		128		279
- Services extérieurs		-35		-659
. Location	57		771	
. Transports et déplacements	8		20	
. Provisions GE – Baux agences	-100		-1 450	
- Autres Services extérieurs		2 252		3 475
. Entretien / Réparations / Fournitures	522		844	
. Honoraires extérieurs	1 470		2 263	
. Autres services extérieurs	485		780	
. Provisions PSE – Coûts annexes	-224		-412	
- Charges refacturées intra-groupe (CMP)		315		331
- Loyer versé à CMP		281		279
-Transfert de charges_PDV		0		0
TOTAL		5 590		7 309

Les provisions relatives au plan de sauvegarde de l'emploi ont été comptabilisées en 2015 pour partie en charges de personnel (indemnités légales et additionnelles) pour un montant de 12,91 M€ et pour l'autre en charges générales d'exploitation à hauteur de 2,14 M€ (coûts annexes : dépenses et frais d'accompagnement et honoraires des conseils juridiques et cabinets de repositionnement). A fin 2016, compte tenu des reprises de provisions utilisées au regard des dépenses réalisées, le montant des provisions résiduelles s'établissait à 6,05 M€. Par ailleurs, le coût lié à la résiliation anticipée des baux commerciaux, dans le cadre de la fermeture du réseau commercial a été couvert pour 1,56 M€ et comptabilisé en charges générales d'exploitation. A fin 2016, une provision de 0,11 M€ a été maintenue pour couvrir des dépenses attendues sur 2017.

Les reprises de provisions utilisées au regard des dépenses réalisées ont été comptabilisées au cours de l'exercice 2017 :

- à hauteur de 2,2 M€ pour le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), le solde de 3,9 M€ au 31.12.2017 représentant les engagements de CMP Banque vis-à-vis des collaborateurs en poste et dont les départs s'échelonneront d'ici 2019 ;
- pour 100 K€ au titre des coûts liés à la fermeture du réseau commercial. Le solde observé au 31.12.2017 représente des dépenses attendues sur l'exercice 2018 et estimées à 15 K€.

C. Coefficient d'exploitation

(En K€)	31.12.2017	31.12.2016
Produit Net Bancaire	11 669	18 488
Charges générales d'exploitation	5 590	7 309
Dotations aux amortissements	891	790
Coefficient d'exploitation	55,54%	43,80%

D. Coût du risque

CMP Banque a procédé au 28 juin 2017 à la cession de la totalité des encours douteux, douteux compromis et surendettement sur une base arrêtée au 31.12.2016. Cette opération a porté sur 5 433 dossiers pour un montant d'assiette brut de 66,4 M€ (à la date de cession) et une valeur nette comptable de 30,9 M€. Elle a généré une moins-value de cession totale de - 3,8 M€. Les créances cédées au titre des 180 jours d'impayés ou de surendettement à compter de janvier 2017, représentant 205 dossiers pour une valeur brute faciale de 3,5 M€ et nette de 2,1 M€ ont engendré une moins-value de cession totale de - 0,48 M€. Les cessions de créances réalisées par le biais du contrat-cadre de cession sont assorties d'une clause de résolution pour créances non-conformes. Une dépréciation correspondante de 0,78 M€ est enregistrée dans les comptes au 31.12.2017. Suite à la cession de la totalité des encours de surendettement depuis juin 2017, CMP Banque ne comptabilise plus de décote. L'intégralité du stock de décote au 31.12.2016 a été repris et intégré dans le calcul de la moins-value sur créances cédées.

(En K€)	31.12.2017	31.12.2016
DEPRECIATIONS CLIENTELE	-9 644	-5 512
Total dotations	-15 077	-39 146
Dotations aux dépréciations s/créances clientèle	-8 329	-36 111
. Crédits de trésorerie	-8 329	-35 448
. Crédits immobiliers	+0	-2
. Comptes débiteurs et OCH	+0	-661
Dotation sur provision pour clause de garantie	-784	0
Pertes couvertes par dépréciations s/créances clientèle	-5 648	-2 261
. Crédits de trésorerie	-1 308	-2 261
. Crédits immobiliers	-25	+0
. Comptes débiteurs & OCH	+0	+0
. Moins-value sur créances cédées	-4 314	0
Pertes non couvertes par dépréciations s/créances clientèle	-316	-774
Total reprises	+5 433	+ 33 634
Reprises sur dépréciations s/créances clientèle	+5 433	+33 281
. Crédits de trésorerie	+5 056	+33 237
. Crédits immobiliers	+27	+6
. Comptes débiteurs & OCH	+350	+38
Récupérations sur créances amorties cédées	+0	+354
Décote des créances restructurées	+0	-802
Dotation en coût du risque (dossiers entrants)	+0	-1 027
Reprise en coût du risque (dossiers sortants) (1)	+0	+224
Provisions d'exploitation	-612	-100
Dotations aux comptes de provisions d'exploitation	-612	-100
Pertes – Exploitation	+0	+0
Reprises s/provisions d'exploitation utilisées	+0	+ 0
TOTAL COUT DU RISQUE	-10 256	-6 414

E. Synthèse des dépréciations & provisions

(En K€)	Provisions Déprécia- tions 31.12.2016	Dotations 2017	Reprises 2017	Cessions de créances 2017	Provisions Déprécia- tions 31.12.2017
---------	--	----------------	---------------	------------------------------------	--

Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0
Clients	35 041	9 732	5 623	34 386	4 763
Titres de placement	0	0	0	0	0
Titres de participation	0	0	0	0	0
Actif immobilisé	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	0	30	0	0	30
Risques & Charges	7 983	627	2 290	0	6 320
<i>dont : op. enregistrées en résultat d'exploitation</i>		627	2 290		
<i>dont : op. enregistrées en résultat exceptionnel</i>		0	0		
TOTAL	43 024	10 388	7 914	34 386	11 112

F. Régime Fiscal

CMP-Banque fait partie d'un périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est le CREDIT MUNICIPAL DE PARIS. Une convention d'intégration fiscale a été établie entre les deux entités, et stipule que CMP-BANQUE verse, à titre de contribution au paiement de l'impôt des sociétés du groupe, une somme égale à l'impôt dont elle serait redevable si elle était imposable séparément. Les montants calculés au titre de l'impôt société par CMP-Banque sont dus à la société mère.

CMP-Banque présente un déficit fiscal au 31 décembre 2017.

Le montant cumulé des déficits à reporter sur les exercices futurs s'élève à 48,2 M€ après imputation du résultat fiscal 2017.

6. Autres informations

A. Effectifs

L'effectif en équivalent temps plein au 31 décembre 2017 (hors apprentis) est de 22 personnes et se décompose comme suit : cadres : 14 personnes (dont 1 mandataire social) ; non cadres : 8 personnes.

B. Droit Individuel à la Formation

Le compte personnel de formation (CPF) géré au niveau national par la Caisse des Dépôts et Consignations, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2015, remplace le droit individuel à la formation (DIF) jusqu'alors suivi par les entreprises.

C. Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE)

Conformément à l'article 244 quater C du Code général des impôts, CMP Banque bénéficie depuis 2013 d'un crédit d'impôt ayant pour objet l'amélioration de sa compétitivité.

Le crédit d'impôt généré en 2016 pour 39,5 K€ a été utilisé sur l'exercice 2017 pour des dépenses d'investissement consacrées au système d'information.

D. Rémunérations

Au 31 décembre 2017, le montant net imposable total des rémunérations des 5 personnes les mieux rémunérées de CMP BANQUE s'élève à 435 K€.

E. Honoraires de Commissariat aux Comptes

Le montant des honoraires réglés pour le commissariat aux comptes s'élève à 80 K€ HT pour 2017.

Il n'y a pas d'honoraire versé pour des services autres que la certification des comptes.

F. Jetons de présence

Le montant des jetons de présence distribués aux administrateurs au titre de l'exercice 2017 s'inscrit dans une enveloppe fixée par l'Assemblée Générale à 36 K€.

G. Proposition D'affectation des résultats

Il sera proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2017 en report à nouveau.

IV. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'assemblée générale de la société CMP Banque,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CMP Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.1 de la note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui rappelle que les comptes annuels de CMP Banque au 31 décembre 2017 ont été établis selon les règles applicables en situation de continuité de l'exploitation.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Opération de cession des encours de crédit risqués et non performants***Risque identifié***

Au cours de l'exercice 2017, CMP Banque a procédé à la cession de l'intégralité des encours de crédit risqués et non performants (créances douteuses, créances douteuses compromises et de surendettement) arrêtés au 31 décembre 2016 ainsi qu'à la cession mensuelle des nouveaux flux entrants en douteux avec des impayés supérieurs à 180 jours et des plans de surendettement homologués par la Banque de France depuis le 1^{er} janvier 2017 (cf. note 1.1 et note 3A). Ces opérations de cession ont généré un résultat de cession correspondant à la différence entre la valeur nette comptable des créances et leur prix de cession (cf. note 5 D. de l'annexe). En parallèle, CMP Banque a revu sa méthode de provisionnement des encours non performants non encore cédés à la clôture et applique des taux de dépréciation correspondant aux taux moyens de pertes observés sur les cessions de même nature réalisées sur 2017 (cf. note 1.3.4).

Nous avons considéré ces opérations comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :

- impact matériel sur le bilan et le compte de résultat de la banque au 31/12/2017,
- incidences significatives sur les processus opérationnels et les procédures comptables relatifs aux encours de crédit,
- incidences sur les espoirs de recouvrement des créances douteuses non cédées à la clôture.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place par la banque pour assurer le correct traitement des cessions de créances. Nous avons également apprécié la fiabilité et la pertinence des évolutions opérées sur les processus opérationnels et les procédures comptables en cours d'exercice, en particulier sur la nouvelle méthodologie de provisionnement des encours résiduels de crédits douteux, douteux compromis et de surendettement. Pour la cession de juin, nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes :

- rapprochement du contrat-cadre de cession avec l'acte de cession, les fichiers de suivi des encours et les données comptables ;
- validation du schéma et des écritures de cession comptabilisées (en particulier le calcul de la moins-value de cession).

Pour les écritures mensuelles des flux à compter du second semestre, nous avons apprécié l'efficacité du dispositif pour identifier les créances concernées. Au moyen de sondages, nous avons revu la validité des traitements comptables mensuels.

Nous avons vérifié que les notes annexes donnent une information appropriée.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CMP Banque par votre assemblée générale du 15 mai 2007. Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG SA était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement tout au long de cet audit. En outre :

- . il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- . il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- . il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- . il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- . il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 23 mars 2018

KPMG S.A.

Ulrich SARFATI

Associé

V. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 23 mars 2018

KPMG S.A.

Ulrich SARFATI

Associé

VI. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de CMP-Banque 55, rue des Francs-Bourgeois, 75004 PARIS.